

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 73 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2673 - Prix : 1€

**Macron à La Réunion, trois jours... consacrés au patronat !**

*Page 3*

**Macron et les retraites : un matamore inquiet**

*Page 4*

**Conférence idéologique du PCR : une nouvelle ère... tournée vers le passé !**

*Page 5*

**Éducation : toujours plus de précarité**

*Page 7*

**Chili**

**Explosion de colère**

*Page 10*

**Syrie**

**La mort d'al-Baghdadi ne met pas fin à Daech**

*Page 11*



## **Cheminots : une colère qui ouvre des perspectives à tous les travailleurs**

Grève dans le centre de maintenance des TGV de la grande région Ouest ; grève des TER en région PACA ; bras de fer autour de l'usage du droit de retrait... depuis l'accident du 16 octobre, la colère des cheminots ne retombe pas et on ne peut que leur donner raison.

Au nom de la sécurité, les cheminots se battent depuis des années contre les trains sans contrôleur. Ils n'ont cessé d'alerter sur les dangers encourus en cas d'accident, dangers que la direction a toujours niés. Ce qu'ils craignaient est arrivé avec l'accident du TER dans les Ardennes. Mais le président de la SNCF, soutenu par le gouvernement, maintient que la présence ou non d'un contrôleur à bord d'un train ne fait pas de différence pour la sécurité !

Ceux qui nous dirigent sont prêts à raconter n'importe quoi pour justifier leurs économies. Économies criminelles car elles mettent en danger la vie des travailleurs et de la population. Et cela n'arrive pas qu'à la SNCF. Dans les hôpitaux, dans les services d'urgence ou dans les Ehpad, combien de drames ne sont évités que grâce au dévouement des salariés ?

Dans le public comme dans le privé, les directions d'entreprise et le grand patronat, obsédés par la course au rendement, restructurent à tour de bras. À Belfort (Bourgogne-Franche-Comté), General Electric va sacrifier 500 travailleurs sur l'autel de ses profits. À la Roche-sur-Yon (Vendée), Michelin sacrifie une usine entière.

Partout, le grand patronat en appelle à la conscience professionnelle des salariés, mais il démolit les conditions de travail et l'ambiance de travail au gré des suppressions d'emplois et sous la pression du « chiffre ».

Cette politique du chiffre fait certes le bonheur des actionnaires, le bonheur des Michelin, Peugeot, Arnault, et autres Pinault. Mais c'est toute la société qui le paye avec le chômage de masse, les salaires bloqués, des cadences et des horaires de plus en plus durs. Et on le subit encore avec des services publics de plus en plus réduits parce que le patronat ne se contente pas d'exploiter les travailleurs, il pille aussi les caisses de l'État.

Alors, cheminots, hospitaliers, ouvriers, employés, nous avons tous les mêmes raisons d'être en colère. Les mêmes raisons de rejeter les mauvais coups des irresponsables qui nous entraînent dans le mur.

Dans cette société, il n'y en a que pour les banquiers, que pour les actionnaires et les plus fortunés, et leur avidité n'a pas de limite. Pour sauver nos conditions d'existence, nous n'avons pas d'autre choix que de nous battre et nous en avons la capacité, à condition de renouer avec les luttes collectives.

En faisant massivement grève le 13 septembre, les salariés de la RATP ont fait une démonstration de force collective. La semaine dernière, c'était le tour des cheminots qui ont paralysé pendant deux jours une bonne partie de la vie sociale en se mettant spontanément et massivement en droit de retrait. Cela donne une idée de ce que pourrait être la puissance de la classe ouvrière si tous les travailleurs marchaient d'un même pas.

À chaque fois que les cheminots ou des travailleurs du public défendent leurs intérêts légitimes, le gouvernement et ses perroquets médiatiques cherchent à les culpabiliser, alors qu'ils sont utiles et indispensables au fonctionnement de la société. Chose que l'on ne peut pas dire des vrais privilégiés qui jonglent avec des milliards et qui sont de vrais parasites.

Alors, le plus important est de ne pas se laisser diviser entre travailleurs. C'est de s'appuyer sur la combativité de ceux qui sont en pointe et de profiter de ce qu'ils expriment leur colère pour faire aussi entendre la nôtre.

Cette possibilité nous sera donnée le 5 décembre puisque plusieurs syndicats appellent à une journée de grève interprofessionnelle sur les retraites. Vu le climat de haute tension à la SNCF et à la RATP, le gouvernement a des raisons de craindre que cette journée se transforme en déversoir de toute la colère emmagasinée par le monde ouvrier. Eh bien, les travailleurs ont intérêt à ce que ce soit le cas !

Sur les retraites, le gouvernement peut noyer le poisson et jouer la montre, mais, avec le patronat, il continuera de faire pleuvoir les coups sur les travailleurs. Alors, s'il y a une possibilité que le 5 décembre soit le point de départ d'une contestation plus générale, il faut la saisir.

Les cheminots et les salariés de la RATP ont montré leur force de frappe. C'est un point d'appui pour tous les autres travailleurs. Cela doit nous redonner confiance pour se lancer dans la bataille et la transformer en un mouvement d'ensemble.

## Macron à La Réunion, trois jours... consacrés au patronat !

Les trois jours que Macron a passés à La Réunion auront été marqués par sa volonté de se tenir le plus à distance de la population pauvre et laborieuse.

Tel un monarque entouré de sa troupe, il a sillonné l'île pour y rencontrer essentiellement ses soutiens politiques de droite, les maires de Saint-André et de Saint-Paul, le président et l'ex-présidente du Conseil général... et bien sûr le patronat !

Mille cinq cents policiers et gendarmes ont été réquisitionnés pour sa venue, quelques dizaines de Gilets Jaunes dénonçant sa politique ont été pourchassés, entourés et gazés par des CRS présents en grand nombre lors de son arrivée à l'aéroport de Sainte-Marie le 23 octobre, des quartiers entiers ont été fermés à la circulation des véhicules, des piétons et des manifestants appelés par l'Intersyndicale le 24 octobre à Saint-Denis, des automobilistes à Saint-Pierre sommés de se ranger sous peine de se voir percutés par le cortège présidentiel qui filait à vive allure au repas organisé pour lui et sa suite à Petite Île.

Comme il fallait s'y attendre ses réels engagements ont été pour les patrons à qui il a annoncé l'exonération totale des cotisations sociales patronales jusqu'à deux fois le SMIC au lieu de 1,3 SMIC jusqu'alors, l'attribution d'une prime annuelle de 15 000 euros pour toute embauche d'un CDI et de 7000 euros pour l'embauche d'un CDD, l'engagement de l'État que la subvention de 28 millions d'euros à la filière canne, donc essentiellement au groupe capitaliste Tereos, sera reconduite jusqu'en 2021.

Il a aussi annoncé que l'État reprendrait à sa charge le paiement du RSA à partir de 2020. Un geste sans doute en vue des prochaines élections municipales que réclamaient les dirigeants de droite du Conseil départemental. Cependant la recentralisation

de cette allocation, sera sans effet rétroactif pour toutes les années où le paiement du RSA a contribué à réduire de dizaines de millions le budget de cette collectivité la privant d'autant de moyens pour venir en aide aux plus nécessiteux.

Quant aux travailleurs et aux chômeurs, Macron n'a naturellement affiché que mépris pour eux. Les répliques provocatrices fusent : à propos de l'appel de l'intersyndicale « ce n'est pas une grève générale » ; sur les échauffourées au Port et au Chaudron « des éléments violents ultra minoritaires pas plus représentatifs que les quelques centaines de manifestants qui ont défilé à l'appel des syndicats » ; face aux jeunes du quartier ouvrier des Camélias à Saint-Denis, où il avait été acheminé par surprise par Annette, le maire socialiste Macron-compatible du chef lieu, il a osé les accuser de « venir faire leur show » quand ces jeunes, au chômage ou galérant dans des contrats précaires, lui ont déclaré qu'ils n'attendaient rien de lui et qu'ils ne croyaient plus aux promesses des politiciens.

Depuis deux ans que Macron est aux commandes de l'État français, le nombre de chômeurs n'a cessé d'augmenter à La Réunion. Il en porte, avec les patrons, l'entière responsabilité, lui qui a supprimé des dizaines

de milliers d'emplois aidés dans les communes et a contribué à faciliter les licenciements avec sa loi Travail et le plafonnement des indemnités pour licenciements abusifs.

Les patrons ont gardé pour eux les millions d'euros qu'ils n'ont plus à verser suite aux exonérations de cotisations sociales et d'impôts sur les sociétés que Macron et ses prédécesseurs leur ont généreusement attribuées. Ils ne s'en sont pas servi pour embaucher, mais pour s'enrichir.

C'est la même chose pour les prix, les aides de la Région et de l'État aux importateurs et à la grande distribution n'ont pas fait baisser les prix. Le coût de la vie est toujours aussi élevé pour les consommateurs et les marges des capitalistes ont encore augmenté ces dernières années. Ils continuent à imposer leur loi à la population.

Macron est venu à La Réunion pour assurer les capitalistes réunionnais de son soutien indéfectible.

Les travailleurs, les chômeurs, les retraités pauvres, la jeunesse délaissée des quartiers populaires ont pu vérifier combien il les méprisaient et qu'il prenait fait et cause pour leurs pires exploiters.

L'amélioration de leur sort ne dépendra que de leur capacité à s'unir et à mener ensemble le combat contre ce pouvoir qui les opprime.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ**  
**VENDREDI 8 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 9 NOVEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT- BENOÎT**  
**SAMEDI 23 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 24 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**



## Macron aux îles Éparses : comme un relent de colonialisme

Avant de se poser à La Réunion, en venant de Mayotte, Macron a fait un saut à la Grande Glorieuse, une des Îles Éparses que Madagascar revendique, et dont elle a été spoliée par l'ancienne puissance coloniale française au moment de son indépendance.

L'île de la Grande Glorieuse se trouve à quelques 250 km de la côte nord-ouest de Madagascar. Les îles Éparses permettent à la France de contrôler 650 000 kilomètres carrés de mer entre Madagascar et la côte est de l'Afrique, avec la présence vraisemblable de fortes réserves

d'hydrocarbures...

Cette escale peu glorieuse du chef de l'État français Macron montre tout le mépris que ce représentant de l'impérialisme continue à avoir pour les anciennes nations colonisées par la bourgeoisie française.

## Macron et les retraites : un matamore inquiet

Avant même que la contestation se cristallise lors de la journée de grève interprofessionnelle du 5 décembre, Macron a affiché sa détermination à mener à bien sa réforme de destruction des retraites. Tel un matamore faisant le sacrifice des restes de sa popularité sur l'autel des intérêts de la bourgeoisie, il a promis, juré, craché dans les micros de RTL qu'il irait jusqu'au bout.

Derrière cette fermeté affichée, et tout en cherchant à justifier son projet de réforme, le locataire de l'Élysée a lancé des pistes d'aménagement dans le but de diviser les salariés face à cette nouvelle attaque de grande ampleur qui passe mal.

La réforme des retraites se ferait, selon Macron, au nom de la justice. Comme si aligner les pensions de tous sur celle des retraités les plus pauvres serait un progrès pour quiconque. Macron prétend lutter contre les inégalités de traitement en s'en prenant aux régimes spéciaux. Mais, loin de venir en aide aux retraités les moins bien lotis, sa réforme réduirait la pension de tous, ne serait-ce qu'en prenant en compte l'ensemble de la carrière professionnelle pour en cal-



culer le montant, et en la faisant dépendre du bon vouloir du pouvoir en place avec le système par points.

Macron ne cache pas qu'il veut contraindre les salariés à travailler plus longtemps pour toucher une pension de retraite. Et s'il a avancé l'idée d'un possible report de l'entrée en vigueur du système de retraite par points pour certaines catégories de salariés, les travailleurs du rail, de l'électricité ou du gaz, c'est pour ten-

ter de diviser les travailleurs pour éviter qu'ils réagissent tous ensemble, une attitude qui témoigne de sa crainte de voir le mécontentement se transformer en explosion sociale. Aux travailleurs, aux chômeurs, à tous ceux qui souffrent des conséquences de sa politique, de lui montrer qu'il a raison de le craindre.

## Finir sa vie au travail ?

L'Allemagne est souvent montrée en exemple par les patrons et le gouvernement français. Il y aurait en Allemagne beaucoup moins de chômeurs qu'en France, mais peu importe aux dirigeants français que cela s'obtienne au prix de millions d'emplois sous-rémunérés obligeant ceux qui les occupent à en enchaîner

plusieurs emplois pour boucler leurs fins de mois !

L'Allemagne pour les dirigeants français serait aussi un exemple à suivre dans le domaine des retraites puisque le gouvernement, après avoir prévu de porter l'âge de la retraite de 65 à 67 ans d'ici 2031, envisage ensuite de le reculer à 70 ans !

S'épuiser au travail jusqu'à ce mort s'en suive, voilà ce que nous programment capitalistes et gouvernements européens. Les travailleurs des pays concernés, s'ils veulent sauver leur peau, feraient bien d'enterrer au plus vite le système capitaliste !



## Conférence idéologique du PCR : une nouvelle ère...tournée vers le passé !

Le Parti communiste réunionnais a organisé une « conférence idéologique internationale » du 26 au 28 octobre à l'occasion de son 60ème anniversaire.

Cette conférence à laquelle étaient invitées des délégations étrangères (Cuba, Inde, Madagascar, Comores, Afrique du Sud, Seychelles) était placée sous le signe « de la nécessité de rupture avec le système capitaliste ».

Depuis sa création en 1959 par Paul Vergès, qui en fut le dirigeant jusqu'à sa mort en novembre 2016, n'a eu de cesse que d'accompagner ce système. Aussi, cette soi-disant rupture évoque plus probablement les propos d'un Mitterrand en 1971 près à ouvrir, avec des mots qui claquent, la voie à l'union de la gauche que la perspective révolutionnaire du marxisme.

Et en effet, la seule rupture que revendiquent les dirigeants du PCR c'est la fin de la configuration actuelle des assemblées locales à savoir la Région et le Conseil départemental au profit d'une assemblée unique censée donner plus de pouvoir de décisions aux « Réunionnais », autrement dit aux élus locaux, dont ceux du PCR.

Le PCR ambitionne de retourner aux affaires pour reprendre, selon les termes de Philippe Yée Chong Tchi Kan, le chef d'orchestre de cette conférence, la « période de mise en œuvre de [leur] programme » interrompue en 2010 avec la perte de la Région au profit de la droite.

Le PCR aurait aimé être aux commandes ou même avoir quelques élus afin de « donner une impulsion » pour créer...un « grand service d'aide à la personne » et un « grand service de l'environnement ».

Pour revenir aux affaires il a besoin d'alliés. Et ceux à qui il tend la main sont peu enclins à envisager une quelconque rupture avec le capitalisme. Mais qu'à cela ne tienne, le PCR parvient à leur attribuer, au forceps, de réelles convergences. Ainsi Didier Robert président de la Région ou le leader de la droite Jean Paul Virapoullé s'accorderaient avec le PCR pour souligner les limites atteintes par le « système » instauré avec la départementalisation de 1946.

Voilà avec qui composer « un projet fait par les Réunionnais » pour « les Réunionnais », comprenez les capitalistes Réunionnais...ou pas

d'ailleurs !

Ces grossières contorsions électoralistes ne sont pas une nouveauté. Les dirigeants du PCR en ont une assez bonne pratique. Chacun joue un bout de la partition.

Pour le côté classes populaires, c'est Elie Hoarau qui s'y colle en prétendant que le PCR veut mettre fin au « capitalisme éhonté et effréné qui a conduit l'humanité à sa perte ». Mais ça ce sont les mots ayant pour objectif de séduire un électorat populaire qui n'en peut plus du chômage, de la vie chère, des injustices et de l'avenir bouché.

Quand ils auront permis aux serviteurs zélés de la bourgeoisie, toutes couleurs politiques confondues, de s'installer aux manettes, il ne restera que les maux pour les militants, les électeurs, les classes populaires.

Pourtant, la rupture avec le capitalisme c'est bien la seule et véritable perspective qui vaille la peine d'être défendue.

Mais pour y arriver, il faudrait que les travailleurs se préparent à de vraies luttes collectives avec l'appui d'un véritable parti communiste qui reste à construire.

## Macron, Le Pen et le voile islamique : concours de démagogie

Ouvert par Macron, disant qu'il fallait parler de l'immigration, le concours de démagogie antimusulmans continue de battre son plein.

Après l'attentat à la préfecture de Paris et après le fait qu'un élu RN s'en soit pris à une femme voilée au conseil régional de Bourgogne, la campagne s'est emballée. Au gouvernement, à droite et à l'extrême droite, chacun y est allé de sa surenchère quotidienne, jusqu'au 20 octobre où Marine Le Pen s'est prononcée pour « l'interdiction du voile dans l'espace public ».

Macron, après avoir allumé lui-même cet incendie, a alors pu poser au pompier en prêchant contre « la division », pour l'apaisement. Tout en allant chasser des voix à droite,

Macron veut continuer d'apparaître comme s'opposant à la surenchère lepeniste.

Ces tactiques politiciennes répugnantes ont des conséquences dans la vie quotidienne. Les relations humaines se dégradent, le climat social pourrit. Cette campagne, initiée par Macron, amplifiée par Le Pen, renforcera inévitablement les préjugés et les comportements racistes, des comportements qui mènent tout droit à l'attentat à Bayonne le 28 octobre par un raciste, blessant deux personnes à l'entrée de la mosquée de la ville.

Combattre pour l'émancipation des femmes implique de lutter contre le voile, ce symbole de leur enfermement et de leur oppression. Mais cela n'a rien à voir avec la campagne anti-

musulmans de Macron, Le Pen et des autres. Au contraire, cette campagne ne peut que renforcer les courants intégristes. Les femmes qui se battent aujourd'hui pour leur liberté n'ont rien à attendre de ces politiciens ni de leurs lois.

Dans les pays comme l'Arabie saoudite, où la prison du voile islamiste est obligatoire, la France est du côté des oppresseurs. Ici même, la lutte contre l'oppression des femmes, dont le voile islamique est un marqueur revendiqué, ne peut pas se mener au nom de l'ordre social, mais seulement contre lui, pas aux côtés des Macron et des Le Pen, mais uniquement en s'opposant à eux.

## Frais bancaires : le racket légal

L'an dernier, en plein mouvement des gilets jaunes, les directions de toutes les grandes banques françaises s'étaient senties obligées d'annoncer un gel de leurs tarifs. En 2020, elles comptent bien se rattraper.

Si les frais de tenue de compte vont peu augmenter, les banques vont maximiser leurs profits en faisant exploser les frais pour des opérations moins visibles comme les incidents bancaires. Certaines banques vont par exemple modifier la manière dont elles calculeront les découverts, multipliant les pénalités pour chaque retrait à découvert au lieu d'une par jour.

En plus des pénalités pour un découvert, la majorité des banques envoient une lettre qu'elles facturent 10 euros. D'après une étude révélée par le journal Le Parisien, 21 % des gens

dépassent le découvert autorisé tous les mois, 40 % une fois par trimestre et 66 % au moins une fois par an. C'est en faisant payer les plus pauvres que les banques se rattraperont. L'an dernier, elles avaient récolté dans leur ensemble 6 milliards d'euros rien qu'avec les frais bancaires.

Les banques prétendent que les faibles taux d'intérêts les handicapent. En réalité, ils ne les empêchent absolument pas de spéculer, au contraire. Les génies de la spéculation savent faire des opérations financières incroyablement profitables que les taux d'intérêts montent ou baissent.

Mais tous les arguments sont bons pour faire payer les clients et les salariés. Car ces mêmes grandes banques ont aussi annoncé des milliers de

suppressions d'emplois ces derniers mois. L'une d'entre elles, HSBC, vient encore d'annoncer un plan de 10 000 suppressions de postes.

Face à cet immense parasitisme financier, il n'y a qu'un seul remède : l'expropriation de toutes les banques et leur fusion en une seule grande banque unique publique, contrôlée par la population.



## CICE : l'arnaque

La CGT du Carrefour du Merlan à Marseille a assigné Carrefour Hypermarché en justice pour détournement de plusieurs centaines de millions d'euros perçus au titre du CICE entre 2013 et 2018, tout en ayant supprimé plus de 1 700 emplois, dont 26 sur l'hypermarché du Merlan.

Cette aide, si mal nommée crédit impôt compétitivité emploi, a manifestement servi à arroser les actionnaires. À l'échelle du groupe, le CICE s'est élevé, d'après la CGT, à 755 millions et si l'on rajoute les

autres aides, comme les exonérations de cotisations sociales patronales, le montant atteint les deux milliards. Les dividendes versés aux actionnaires, eux, ont bien progressé malgré les difficultés invoquées pour justifier les suppressions de postes. Ils ont enrichi entre autres les quatre principaux actionnaires, dont les familles Moulin et Arnault.

Lors du procès, qui a eu lieu jeudi dernier, l'avocat de la direction a expliqué que, grâce au CICE, Carrefour aurait renouvelé les tenues de travail

à hauteur de 10 millions d'euros. Soit une dépense de 200 euros par tenue, à croire que les salariés portent des tee-shirts de luxe. La direction a donc eu bien du mal à justifier l'usage de ces millions !

3 000 licenciements sont encore prévus en particulier dans les hypermarchés. Pour les salariés de celui de Merlan, une victoire dans ce procès serait un encouragement dans leur lutte contre les suppressions de postes et les licenciements en cours.

## Continuité territoriale dans le viseur de la Chambre régionale des comptes

La Chambre régionale des comptes s'est penchée sur la continuité territoriale, cette aide de 450 ou de 300 euros octroyée par la Région aux personnes résidant à La Réunion qui se rendent en France.

Dans son rapport, la Chambre régionale des comptes demande à la collectivité « d'engager une réflexion sur la maîtrise financière du dispositif », autrement dit de baisser le montant du bon de voyage.

La Région, qui n'a pas (encore)

obtempéré sans doute par crainte de la réaction de la population, a quand même répondu aux magistrats qu'elle étudie une réduction des coûts.

Les bons de la continuité territoriale, qui est en fait une subvention indirecte aux compagnies aériennes, permettent aux Réunionnais aux revenus modestes de « sauter la mer » une fois l'an pour aller voir leurs familles installées en Métropole, aux parents d'accompagner leurs enfants qui y font des études, etc.

Pour la Chambre régionale des comptes cette aide qui bénéficie à 150 000 personnes et qui coûte à la Région un peu plus de 50 millions d'euros, c'est trop. En revanche, elle qui prétend être garante des fonds publics n'est pas regardante sur les milliards du CICE ou encore sur les aides européennes du FEDER qui transitent par la Région, versés aux capitalistes locaux.



## Éducation : toujours plus de précarité



Dans nombre de départements, les enseignants contractuels ont été licenciés massivement à la rentrée scolaire de septembre, avec pour conséquence l'absence de professeurs pour nombre d'élèves.

Les contrats prennent souvent fin avant les vacances scolaires, ce qui permet à l'administration d'économiser quelques mois de salaires. Cer-

tains ont même vu leur contrat se terminer à la veille des actuelles vacances de la Toussaint. Ils devraient en retrouver un à la rentrée, mais les deux semaines sans salaire sont autant d'économies pour le ministère. Outre l'absence de paie, cela a une conséquence sur la possibilité de transformer le contrat en un CDI. En effet, pour ce faire, il faut avoir tra-

vailé plusieurs années sans interruption.

Les contrats des auxiliaires de vie scolaires (AVS) et des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sont aussi des contrats précaires. Les AESH se voient imposer des temps de travail incomplets et nombre de contrats ne sont pas renouvelés. Comme pour tous les contractuels, les salaires ne sont pas versés en temps et en heure, et les acomptes sont d'un montant ridicule, sans parler des affectations aberrantes, de l'attente insupportable des documents administratifs, les services de gestion du personnel étant saturés. Et pour beaucoup d'agents des écoles, en particulier les Atsem, qui n'obtiennent que des temps partiels, les salaires mensuels se situent entre 252 et 575 euros.

Avec de telles pratiques, le gouvernement réalise des économies massives au détriment, en premier lieu des salariés qui en sont victimes, mais aussi de la population. Et cela dans le seul but de pouvoir continuer à financer les très nombreux cadeaux au patronat.

## LVMH au Texas : Arnault, cow-boy de luxe

A côté de Dallas, LVMH vient d'inaugurer un atelier Louis Vuitton dans lequel un millier de salariés américains vont fabriquer des articles de maroquinerie. Mais, précisent les médias hexagonaux, en n'utilisant que du cuir *made in France*.

Pour donner tout son lustre à l'inauguration, Trump avait fait le voyage, en invitant Bernard Arnault, le PDG et actionnaire majoritaire de LVMH et, en quelque sorte, son voisin : si tout le monde a entendu parler de la Trump Tower à New York, Arnault y a aussi son gratte-ciel, la LVMH Tower.

Et il en a les moyens avec ce que lui rapportent les marques de luxe

qu'il possède : Dior, Louis Vuitton, Moët et Chandon, Guerlain, Givenchy, Kenzo, Hennessy, Château-Yquem... À quoi s'ajoutent, entre autres, le quotidien économique Les Échos, La Samaritaine, une part du capital de Carrefour.

Le luxe ne connaît pas la crise. Année après année, les profits de LVMH s'envolent dans le sillage de son chiffre d'affaires (+ 52 milliards de dollars en 2018). À tel point qu'Arnault vient d'être sacré deuxième fortune de la planète, derrière Jeff Bezos mais en doublant Bill Gates, avec 103 milliards de dollars au compteur.

Alors, même pour un Trump, lui-

même « petit » milliardaire et à la tête de la première puissance au monde, cela en impose. Quant à Arnault, qui emploie déjà 33 000 salariés en Californie et réalise un quart de son chiffre d'affaires dans le pays le plus riche de tous, il ne lui est certainement pas indifférent de rester dans les bonnes grâces de Trump, pas aussi imprévisible qu'on le dit. La preuve : s'il vient de surtaxer l'importation de fromages français ou d'olives italiennes, il a eu le bon goût de ne pas viser les produits LVMH...

## DANS LES ENTREPRISES

### La Poste : après les facteurs de l'Est, ceux du Sud entrent en grève

Trois semaines après la grève des postiers de la plateforme de distribution du courrier « Eaux Vives » de Saint-André contre la décision de leur direction de supprimer plusieurs emplois et d'allonger les plages horaires de travail, c'est au tour de leurs camarades de Saint-Joseph de cesser le travail pour les mêmes raisons.

Comme dans les communes de l'Est, la direction de la Poste a supprimé de nombreux postes dans les équipes chargées de la distribution du courrier dans le sud-est de l'île avec pour conséquence des journées de travail qui n'en finissent plus et peuvent atteindre 12 heures d'amplitude, des agents exténués et victimes de burn-out (9 agents en arrêt-maladie rien qu'au bureau de Saint-Joseph).

La grève commencée lundi 28 octobre a été reconduite pour le lendemain.

Face à la direction de la Poste qui n'a qu'un seul objectif, la rentabilité financière à tout prix, y compris au détriment de la santé des agents et du service aux usagers, il n'y a qu'une seule réponse possible, la lutte pour obtenir les embauches nécessaires!

C'est ce qu'ont bien compris les postiers de Saint-Joseph qui seront peut-être rejoints demain dans leur mouvement par ceux des communes avoisinantes (Petite-Île et Saint-Philippe) qui sont confrontés à la même politique de réduction des effectifs.

Seul le rapport de force contraindra la Poste à embaucher, seul moyen de soulager la peine des facteurs au travail !



Grève la Poste Saint-André

## DANS LE MONDE

### IRAK

#### Colère populaire contre la corruption

Mardi 29 octobre, les forces de répression irakiennes ont tiré sur des manifestants à Bassorah, dans le sud du pays, tuant 14 personnes et en blessant des dizaines d'autres. On compterait désormais près de trois cents morts et plus de 8 000 blessés depuis que le mouvement a commencé, au début du mois d'octobre.

Des centaines de milliers de manifestants, surtout des jeunes, descendent dans les rues de toutes les villes d'Irak et bravent les matraques et les snipers, pour exiger du travail, la fin de la corruption, le départ des ministres et politiciens voleurs, et des services publics dignes de ce nom. De l'aveu même de l'administration, 410 milliards de dollars, revenus du pétrole et crédits internationaux mê-

lés, ont été détournés par les corrompus du régime installé en 2003 par les États-Unis.

Depuis que l'impérialisme américain a renversé le régime de Saddam Hussein, l'Irak est dirigé par une coalition de partis et de milices, constitués sur des bases mêlant en proportion variée les appartenances religieuses et ethniques, famille médiévale ou simple mafia. Derrière les groupes les plus forts, il y a les puissances de la région : les États-Unis et l'Iran, au premier chef, mais aussi l'Arabie saoudite et la Turquie.

Il n'y a donc qu'un semblant d'État. L'administration sert de paravent à des cliques aussi corrompues que clientélistes.

Face au mouvement qui dure, le

gouvernement central a fini par jeter du lest, parlant de supprimer les primes des plus hauts fonctionnaires, donnant les noms de mille petits corrompus et promettant de révéler ceux des gros poissons.

Dans le même temps, l'armée imposait le couvre-feu et faisait dégager les places occupées par les manifestants. Par ailleurs, le parti de la famille al-Sadr, principal parti chiite et plus gros groupe au Parlement, tente désormais de prendre en marche le train de la contestation.

Les manifestants vont devoir affronter à la fois la répression et les mensonges de ceux qui cherchent à exploiter la colère populaire à leur profit.



## Le mouvement populaire défie le chef de l'armée

En Algérie, le mouvement populaire ne semble pas près de s'éteindre.

Les manifestants, toujours nombreux et déterminés, rejettent l'élection présidentielle du 12 décembre, organisée par un gouvernement qu'ils considèrent comme illégitime. Ils rejettent également deux nouvelles lois, la loi de finance et surtout celle sur les hydrocarbures, destinée à ouvrir le secteur aux multinationales étrangères. La population n'accepte pas qu'elles fassent main basse sur les richesses minières et pétrolières du pays. Ils exigent aussi la libération de tous les détenus arrêtés pour leur participation au mouvement.

Gaïd Salah, le chef d'état-major qui est à la manœuvre depuis le départ de Bouteflika, n'a pour l'instant pas fait le choix de recourir à une ré-

pression frontale à l'image de la répression au Soudan. Pour autant, il essaie par tous les moyens de dissuader les manifestants, bloquant les accès à la capitale, suspendant la circulation des trams et métros, arrêtant arbitrairement manifestants, militants et journalistes. Les radios et télévisions publiques sont censurées.

Jeudi 17 octobre à 21 heures, dans de nombreuses villes, la population a massivement manifesté sa solidarité aux détenus par des bruits de casseroles et des concerts de klaxon. Les vendredis 11 et 18 octobre ont été une démonstration de force, aux cris de « Dégage, Gaïd Salah ! », « L'Algérie n'est pas à vendre ! ». Dimanche 13 octobre, des milliers de personnes se sont rassemblées devant l'Assemblée nationale populaire, pour dénoncer le vote de la loi sur les

hydrocarbures.

À la veille du dépôt des candidatures pour l'élection présidentielle, les raisons de la colère sont de plus en plus nombreuses. On ignore si l'élection se tiendra, mais elle ne peut pas être une issue pour tous ceux qui aspirent à un changement radical du système.

Les appels à manifester le 1er novembre, jour anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance du pays, se multiplient. Des millions d'Algériens se préparent à descendre dans la rue pour réclamer la fin du système et une « seconde indépendance ». Cela ne sera possible qu'en renversant un État au service des intérêts de la bourgeoisie algérienne et des grands groupes impérialistes.

# BURKINA FASO

## Régime corrompu et terreur djihadiste

La population burkinabé vit une situation qui ne cesse de se dégrader. C'est un des résultats dramatiques de l'intervention militaire française débutée au Mali voisin en janvier 2013 et qui, loin de mettre fin au terrorisme, l'a au contraire disséminé dans toute la région.

Un tiers du pays échappe aujourd'hui à tout contrôle, notamment dans les zones frontalières du Mali et du Niger. Près de 500 000 personnes ont été obligées de fuir dans des régions plus sûres à l'intérieur du pays.

Comme au Mali voisin, la déliquescence de l'État burkinabé jette une partie des jeunes dans les bras des groupes djihadistes. La corruption de l'État est générale. L'armée elle-même, censée s'opposer aux groupes djihadistes, en est victime, et se retrouve moins bien équipée que ceux-ci. Les sommes toujours en hausse affectées au budget de la défense se perdent dans les hautes

sphères de l'état-major, leur destination étant couverte par le secret défense.

Les villageois sont pris dans ce réseau de prédateurs et de malversations. Les groupes armés djihadistes terrorisent la population, mais l'armée burkinabé n'est pas moins crainte. Non seulement elle est bien incapable de protéger les habitants, mais les soldats débarquent dans des familles sous prétexte que l'un de ses membres a rejoint les groupes armés, tuant, pillant et s'en prenant parfois au village tout entier. Et, comme au Mali voisin, le gouvernement n'hésite pas à instrumentaliser les divisions ethniques, les milices mossies attaquant les Peuls accusés en bloc d'être des djihadistes.

Le gouvernement français envisage maintenant une intervention militaire plus importante, celle de l'opération Barkhane, au Burkina-Faso. Son souci n'est pas tant la situa-

tion dramatique de la population que le risque que, avec l'État burkinabé, ne s'effondre une barrière empêchant les djihadistes de pénétrer massivement dans un pays comme la Côte d'Ivoire, autrement plus important pour les intérêts de l'impérialisme français. Mais, comme au Mali, l'intervention militaire française est bien impuissante à enrayer cette menace. En soutenant des régimes corrompus, elle sert au contraire de carburant au développement des groupes armés djihadistes.



Wikimedia Commons

## Explosion de colère



Wikipedia - Carlos Figueroa

Une nouvelle augmentation du prix du ticket de métro de Santiago a provoqué une révolte populaire dans tout le pays, forçant le président Sebastian Piñera à reculer, annonçant le 23 octobre, des mesures en faveur des plus pauvres, dont l'augmentation de 20 % du minimum retraite et le gel des tarifs de l'électricité.

Dans cette capitale complètement saturée, le métro est utilisé chaque jour par trois millions d'usagers. Le coût du transport peut représenter 20 % du salaire ouvrier et près de 40 % de la pension de bien des retraités. Aussi la mobilisation des jeunes

a tout de suite été populaire.

Et quand le gouvernement a envoyé la police dans le métro contre les jeunes puis a instauré l'état d'urgence, la colère a explosé. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Santiago, faisant retentir des cacerolazos, des concerts de casseroles, aux cris de « Dehors, les militaires ! » Les affrontements se sont multipliés et la contestation s'est étendue aux communes autour de la capitale, puis à tout le pays.

Alors que le 19, Piñera reculait sur la hausse du ticket de métro, l'an-

nonce d'un couvre-feu à partir de 22 heures a rempli à nouveau les rues, et les incendies de bâtiments publics se sont multipliés.

Le 21, la Confédération étudiante, le syndicat des mineurs de la plus grande mine de cuivre du pays, La Escondida, et le syndicat des dockers de Valparaiso appelaient à la grève générale. Du coup, la Centrale unitaire des travailleurs, la CUT, et diverses fédérations syndicales se sont réveillées. Muettes jusqu'alors, elles ont dénoncé l'état d'urgence et appelé à la grève pour le 23.

Il y a quelques semaines, le président Piñera avait vanté le Chili comme une oasis dans une Amérique latine en ébullition. Mais la réalité, c'est la privatisation générale de l'économie, y compris le système de santé, l'éducation et les retraites, avec pour conséquences des soins très peu remboursés, des études supérieures où on s'endette pour des dizaines d'années et des pensions de misère et un salaire minimum 32 fois inférieur à celui d'un parlementaire... c'est tout cela qui vient d'exploser. Et ce n'est sans doute pas fini.

## Un pays parmi les plus inégalitaires du monde

Selon un rapport de 2015 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Chili est le pays le plus inégalitaire parmi les 34 nations les plus riches de la planète. L'économie chilienne est une de celles qui ont le plus progressé en Amérique latine depuis les

années 1980. Mais cette richesse est accaparée par la bourgeoisie. En 2014, les cinq familles les plus riches du pays, dont la plupart des membres préfèrent vivre en Californie, se partageaient 16 % du PIB, parmi lesquelles la famille Piñera, celle du président chilien dont la fortune per-

sonnelle est évaluée à plus de deux milliards d'euros. C'est ainsi que 180 000 Chiliens, les plus riches, disposent de plus du quart de la richesse nationale tandis qu'à l'autre bout neuf millions, la moitié de la population, n'ont que deux malheureux pour cent à se partager !

## De la colère à la révolution sociale

Au Chili, en Algérie, au Liban ou en Irak, les augmentations de prix des produits de consommation courante ont déclenché ces dernières semaines des manifestations de masse et des émeutes contre la vie chère et ceux qui aux gouvernements se sont enrichis au détriment de la population.

Le seul moyen de mettre fin aux détournements de fonds des États, mais aussi des entreprises, par une minorité de prédateurs économiques et politiques, c'est que la classe ouvrière chasse ces voleurs et installe son propre pouvoir pour mettre enfin tous les moyens de production dispo-

nibles au service de la population en souffrance.

Seuls les travailleurs sont en capacité de réaliser cette tâche. La bourgeoisie a montré qu'elle n'était bonne qu'à voler la société et incapable de répondre à ses attentes. Il faut qu'elle dégage !



## La mort d'al-Baghdadi ne met pas fin à Daech



Perspektive-online.ne

C'est à une mise en scène obscène que Trump s'est livré pour annoncer la mort d'Abou Bakr al-Baghdadi, un des chefs de Daech, tué le 27 octobre par des forces américaines appuyées par le renseignement kurde, près d'Idlib, en Syrie.

Trump peut bien jouer les shérifs en se vantant d'avoir abattu un délinquant, il ne peut faire oublier que c'est toute la politique de l'impérialisme américain qui a fait naître les milices djihadistes, sur lesquelles il s'est appuyé dans de nombreux pays, avant qu'elles n'échappent à leur créateur. Et c'est sa politique qui leur

permet de croître et de se multiplier.

Et même si un, voire un deuxième chef de Daech, viennent d'être éliminés en Syrie, même si les ex-bastions de Mossoul et Raqqa ont été repris il y a deux ans, les milices se revendiquant de Daech ou d'al-Qaïda, tout comme des groupes djihadistes autonomes, sont évidemment toujours présents. Ils continuent aussi à mener des opérations en Afghanistan, en Syrie, en Irak, au Sahel, en Somalie et dans certains pays d'Asie.

Depuis la reprise de leur dernier territoire dans le Nord syrien, Baghouz, par les Forces démocratiques syriennes (kurdes) en mars dernier, plusieurs centaines d'attentats auraient été revendiqués par Daech ou des milices concurrentes.

Le chaos invraisemblable et la misère sociale entretenus par des années de guerre impérialiste au Moyen-Orient leur ouvrent un espace et constituent pour elles un terreau inépuisable.



Forces démocratiques Kurdes - Wikipedia

## MACRON À MAYOTTE

### Démagogie xénophobe et promesses électorales

**En visite éclair sur l'île de Mayotte, département français dans l'archipel des Comores, Emmanuel Macron n'a pas annoncé de hausse des salaires ni des pensions de retraite misérables (300 euros par mois en moyenne).**

Plus de 60 % de la population en âge de travailler est au chômage et le marché du travail local va croître de 80 000 personnes dans les prochaines années, mais le président n'a rien eu à leur dire. Rien non plus sur les conditions de travail des fonctionnaires, ni sur la titularisation des précaires. Il n'a pas déclaré la construction de milliers de logements

pour en finir avec les bidonvilles. Dans l'éducation et la santé, il n'a pas évoqué l'embauche de personnel en nombre suffisant. Rien non plus pour répondre aux pompiers de l'aéroport en grève à son arrivée.

Évidemment, on a eu droit à la mascarade médiatique des effusions populaires avec le président, même si on a pu constater qu'il n'y avait pas tant de monde que cela aux bains de foule, hormis les clientèles macro-nistes locales.

Macron a en revanche insisté sur la lutte contre les migrants ; une politique qui a transformé en cimetière le bras de mer entre Mayotte, Anjouan et Madagascar, comme l'est devenue

la Méditerranée. C'était bien là le motif de sa visite...

Dans la grande tradition du colonialisme, quelques millions virtuels ont été distribués. Des projets attendus de longue date ont été évoqués : piste longue de l'aéroport, modernisation du port, le tout dans un futur indéterminé et surtout post-électoral. De quoi enrichir les multinationales et certains patrons locaux à défaut de résoudre les problèmes de la population.

À Mayotte, on n'attendait pas grand-chose de la visite du président des riches et on n'a pas été déçu.

## Un département taillé dans le vif

**À en croire les services de propagande élyséens et les médias, Macron se rendrait à Mayotte pour aider un département français en proie à une immigration catastrophique.**

Commentateurs et politiciens alignent des chiffres et des images sur « le plus grand bidonville du pays », « l'île dont la moitié de la population est étrangère », la « maternité où l'on vient accoucher pour avoir un enfant français », etc. Cette situation, qu'ils évoquent de façon si tendancieuse, est pourtant le résultat prévisible de la politique de la France dans la région.

L'impérialisme français, ses troupes coloniales, ses banquiers et ses exploiters avaient mis la main sur les îles du sud-ouest de l'océan Indien au 19<sup>e</sup> siècle, terminant par la conquête de Madagascar en 1896. Cette conquête et le maintien de l'ordre colonial furent une longue suite de massacres d'indigènes. En 1960, l'impérialisme français fut contraint de changer de politique et accorda l'indépendance à Madagascar.

Pour assurer sa présence au moindre coût, la France sépara Mayotte du reste de l'archipel des Comores désormais indépendant. Elle conserva en outre des îlots déserts.

L'impérialisme assure toujours son emprise sur ces îles inhabitées, y envoyant navires patrouilleurs, militaires en station et expéditions scientifiques. Macron va lui-même poser un pied sur l'île Glorieuse, affirmant ainsi que, pour quelques cailloux émergeant à peine des flots, l'impérialisme règne sur 643 000 km<sup>2</sup> d'océan.

Quant à Mayotte, la France acheva le découpage de l'archipel en 2009 en la transformant en département français, l'heure n'étant plus aux colonies, ni même aux territoires d'outre-mer. Mayotte hérita ainsi des quelques installations nécessaires à la présence de l'impérialisme, soldats, banquiers, exploiters, douaniers, politiciens, et d'un semblant d'infrastructures propres à justifier le titre de département. Bien que la pauvreté frappe 84 % de ses 250 000 habitants, Mayotte est un havre pour les familles qui crèvent de misère dans les autres îles de l'archipel. Les prétendus immigrés, ceux qui peuplent les bidonvilles, ne le sont que parce que l'impérialisme a séparé les gens en séparant les îles.

À Mayotte comme à Paris, Macron continue sa basse et dangereuse campagne contre les immigrés, les pauvres, les étrangers.



Wikipédia.org

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*  
Commission paritaire n°  
1019C85576

Directeur de publication : Didier  
Lombard

Tirage : 100 exemplaires  
ISSN : 2552-7282

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)